

Travaux Publics et AMF : même combat pour sauver l'investissement local !

Paris, jeudi 17 septembre 2015 - Alors que le secteur des Travaux Publics traverse une crise profonde et durable, la décision de l'Etat de réduire de 30% les dotations qui étaient jusque-là accordées aux communes et intercommunalités pour assurer leurs missions, a un effet désastreux sur l'investissement et l'entretien de nos infrastructures. L'impact sur l'activité des entreprises de Travaux Publics, déjà affaiblie par un retournement de conjoncture (le secteur a perdu un quart de son chiffre d'affaires depuis 2007), est majeur puisque les collectivités locales représentent 45% de leur chiffre d'affaires.

C'est pourquoi, à la veille des arbitrages budgétaires du Gouvernement sur le projet de loi de finances (PLF) pour 2016, **la FNTF soutient pleinement la journée nationale d'action du samedi 19 septembre organisée par l'Association des Maires de France (AMF)** pour informer et sensibiliser directement les habitants des conséquences de la baisse brutale des dotations sur l'investissement et les services publics locaux.

Pour son Président, Bruno Cavagné : *« Les choix qui seront faits dans le projet de loi de finances seront cruciaux... pour notre Profession mais aussi pour la compétitivité et l'attractivité des territoires. Différentes pistes sont à étudier, comme l'étalement de la baisse des dotations sur cinq ans au lieu de trois pour laisser aux collectivités le temps de s'adapter sans sacrifier leurs investissements ou l'accélération du remboursement de la TVA pour les collectivités qui augmenteraient leurs investissements. A l'heure où le Premier ministre, Manuel Valls, a réitéré la volonté du gouvernement de créer un fonds pour l'investissement local doté d'un milliard d'euros, il est essentiel que ce fonds puisse bénéficier à tous les travaux d'infrastructures et de réseaux (numérique, énergie, canalisations, mobilité...) ».*

La FNTF demande d'urgence à ce que des solutions soient trouvées pour préserver l'investissement communal afin d'enrayer la dégradation rapide de la qualité de notre patrimoine d'infrastructures. Plus on repousse les investissements, plus le coût de remise à niveau sera élevé. Ne pas investir aujourd'hui, c'est payer beaucoup plus cher demain !

La Fédération Nationale des Travaux Publics regroupe, par l'intermédiaire de ses [20 Fédérations Régionales](#), 8000 entreprises exerçant une activité de Travaux Publics et représente 260.000 salariés. Elle suscite les conditions du développement du marché des Travaux Publics, informe les entreprises sur les conditions d'exercice de leur activité et répond à leurs demandes. Pour en savoir plus : www.fntp.fr - www.relancetravauxpublics.fr - [@fntp_info](#)

Contact presse : Jean-Christophe Goux-Reverchon - Tél. : 01 44 13 31 15 / 06 45 84 45 69 ✉ gouxreverchonjc@fntp.fr